

Transition, mondialisation et travail dans les pays de la Coopération économique de la mer Noire et d'Asie centrale

(d'après les Perspectives économiques de la mer Noire et de l'Asie centrale 2008)

par Loukas Balafoutas et Kiichiro Fukasaku

- Si elle a profité aux pays de la Coopération économique de la mer Noire (CEMN) et d'Asie centrale (AC), la mondialisation a aggravé la volatilité et l'incertitude associées à la transition vers une économie de marché.
- ♦ La volonté des pays CEMN-AC d'entrer sur la scène internationale met les marchés du travail sous pression.
- ♦ L'importance des flux migratoires au sein de la région CEMN-AC et vers les pays voisins est l'un des ajustements des marchés du travail les plus marquants.

S'ouvrir à l'économie mondiale

La fin de l'économie planifiée dans les pays CEMN-AC a donné le signal de l'« ouverture » et de l'intégration dans l'économie mondiale. La rapidité et la profondeur de cette évolution ont tenu aux facteurs politiques, économiques, historiques, géographiques et culturels propres à chaque pays. L'ouverture à l'économie mondiale a multiplié les possibilités d'échanges et de migrations mais cette exposition a imposé de sévères règles aux producteurs – non sans conséquences pour le marché du travail.

Les *Perspectives économiques de la mer Noire et de l'Asie centrale* (PEMNAC) passent en revue les évolutions économiques récentes des 17 pays composant la CEMN et l'AC¹.

L'augmentation des flux financiers publics et privés – dont les transferts des expatriés – est l'un des fruits de cette intégration dans l'économie mondiale, alors que la participation aux échanges internationaux a permis à ces pays d'exploiter leurs avantages comparatifs à l'exportation (énergie, matières premières ou produits agricoles). Les entreprises nationales sont devenues plus compétitives grâce aux transferts de savoirs et de technologie. De même, les flux d'investissement direct étranger (IDE) se sont nettement redressés.

Mais toute médaille a son revers... La volatilité et

 Les 12 pays composant la CEMN sont l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la fédération de Russie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine. Les cinq pays composant l'Asie centrale sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. l'incertitude se sont aggravées dans les pays CEMN-AC, pour plusieurs raisons :

- ♦ les pays se sont retrouvés exposés à des cours mondiaux des denrées alimentaires, de l'énergie et des matières premières très volatiles. La plupart des économies de la région sont dépendantes de leurs exportations énergétiques (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Russie, Turkménistan) ou de produits comme le coton (Ouzbékistan, Tadjikistan), l'or (Kirghizistan) ou l'aluminium (Tadjikistan). L'alourdissement de la facture des importations pour une large palette de produits (énergétiques notamment) suscite également des inquiétudes partout;
- la vulnérabilité est aggravée par l'intégration de plus en plus marquée des marchés financiers internationaux, de sorte que les crises tendent à se propager et pénalisent plus particulièrement les économies moins résistantes – comme on a pu l'observer lors de la crise financière russe en 1998;
- ♦ les travailleurs non qualifiés sont de plus en plus vulnérables sur les marchés du travail².

Conséquences sur le travail et le bienêtre : emplois et migrations

Le double choc de la transition et de la mondialisation sur les marchés du travail s'est immédiatement traduit par une poussée du chômage. Bon nombre d'entreprises, peu compétitives, ont été incapables de résister à la concurrence des importations étrangères et, *a fortiori*, sur

^{2.} OCDE, 2007.

les marchés extérieurs. D'où une forte perte d'emplois lors des restructurations massives engagées pour adapter les entreprises à leur nouvel environnement et à ses exigences. Ces pertes d'emplois ont été par ailleurs aggravées par la privatisation et la diminution des subventions publiques aux entreprises inefficaces. Les nouvelles entreprises ayant du mal à se constituer ou à se développer dans un environnement institutionnel souvent défavorable, on a assisté à une croissance « sans création d'emplois ».

Le tableau 1 décrit bien cette situation dramatique, en retraçant les évolutions de l'emploi depuis le milieu des années 1990 dans les pays CEMN. La plupart ont perdu un nombre considérable d'emplois, malgré des taux de croissance généralement positifs. La tendance semble légèrement plus positive dans les pays d'Asie centrale pour lesquels les données sont disponibles : au Kazakhstan

(depuis 2001) comme au Kirghizistan, le nombre total d'emplois a même sensiblement progressé.

La levée des restrictions sur les déplacements et l'explosion des migrations qui a suivi ont également eu de profondes répercussions dans les pays CEMN-AC. Alors que l'émigration allège la pression sur les marchés du travail, les transferts de fonds des expatriés donnent un élan vital à de nombreuses économies de la région et représentent souvent une part conséquente du revenu des ménages. Le départ des personnes qualifiées (ou « fuite des cerveaux » pour la main-d'œuvre hautement qualifiée) pourrait cependant nuire à la productivité actuelle et à venir – sans parler des structures démographiques. D'autres aspects de cet ajustement sont décrits en détail dans les *Perspectives économiques de la mer Noire et de l'Asie centrale*.

Tableau 1. Évolution en pourcentage de l'emploi total dans les pays CMEN en transition, 1995-2005

Albanie	-18.19	République de Moldavie	-11.71
Arménie	-25.61	Roumanie	-17.98
Azerbaïdjan	6.56	Russie, Fédération de	6.27
Bulgarie	-0.18	Serbie	-20.70
Géorgie	0.81	Ukraine	-14.28

Source : Les indicateurs clés du marché du travail (KILM), OIT. Données d'enquête pour la Russie et l'Ukraine. Période de référence : 1995-2005 sauf pour la Géorgie (1998-2005), la République de la Moldavie (1999-2005) et la Serbie (1995-2003).

Pour approfondir la question :

OCDE (2008), *Mer noire et Asie centrale : promouvoir le travail et le bien-être*, Centre de développement de l'OCDE, OCDE, Paris.

OCDE (2007), Perspectives de l'emploi 2007 : résoudre le paradoxe de la mondialisation, OCDE, Paris.

'epères n° 68, © OCDE 2008

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des Repères du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des Repères et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

www.oecd.org/dev/reperes



Centre de développement de l'OCDE 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél: 33 (0)1 45.24.82.00 Fax: 33 (0)1 44.30.61.49 mél: cendey.contact@oecd.org